



LES RENCONTRES DE L'OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION AÉMA GROUPE

#1

L'AVENIR DE LA PROTECTION S'ÉCRIT
AU PRÉSENT. AGISSONS DÈS MAINTENANT !

FACE À LA BRUTALITÉ DES TRANSITIONS, COMMENT BÂTIR
LES SOLUTIONS COLLECTIVES ET DURABLES QUI RÉPONDENT
AUX INQUIÉTUDES INDIVIDUELLES ?

12 AVRIL 2024
CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
L'ESSENTIEL ISSU DE LA PREMIÈRE RENCONTRE
DE L'OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION AÉMA GROUPE

*L'avenir de la protection
s'écrit au présent.
Agissons dès maintenant !*



L'Observatoire de la Protection Aéma Groupe

La prospective au service de la prévention

Dans un monde en constante évolution, où les défis sanitaires, écologiques, énergétiques et sociaux redéfinissent les modes de vie, l'adaptation devient une nécessité pressante. Aéma Groupe est conscient que la protection ne peut se limiter à un simple rôle d'assureur. C'est pourquoi l'Observatoire de la Protection a été créé en 2021.

Un observatoire pour être à l'écoute active de la société

L'Observatoire de la Protection est bien plus qu'une entité institutionnelle. Il est un espace de réflexion dédié à comprendre les besoins, les aspirations et les craintes des sociétaires, adhérents et clients, ainsi que de la population dans son ensemble. Il examine les transformations sociétales, les nouvelles pratiques et les risques émergents pour anticiper les défis à venir.

Un outil de référence : Le baromètre annuel

Dès sa création, l'Observatoire s'est doté d'un baromètre annuel en partenariat avec l'Ifop. Ce baromètre capte et suit l'évolution d'indicateurs clés auprès d'un échantillon représentatif de la société française. Les résultats mettent en lumière les principales préoccupations des Français et leurs besoins en matière de protection.

Des sessions d'ateliers participatifs et des conférences

Des cycles de réflexion thématiques, réunissant des expertises internes et externes, sont organisés pour débattre des impacts des grandes transitions sur les métiers de la protection. Les Rencontres de l'Observatoire rassemblent des acteurs publics, des chercheurs et des acteurs de l'économie sociale et solidaire pour questionner les enjeux sociétaux actuels et futurs.

Inventer les solutions de demain

Grâce à l'expertise collective de l'Observatoire, des réponses fidèles aux valeurs de solidarité, de progrès social et de lutte contre les inégalités sont engagées. Les assureurs mutualistes ont un rôle clé à jouer dans l'accompagnement de la société face aux défis à venir.

*L'avenir de la protection
s'écrit au présent.
Agissons dès maintenant !*

Rappel du déroulement

Ouverture par Thierry Beaudet, Président du CESE

Introduction par Pascal Michard, Président d'Aéma Groupe

Présentation des résultats du baromètre de la Protection par Fabienne Gomant, Directrice adjointe, Département Opinion de l'Ifop.

Première table ronde : Santé mentale, vieillissement, dépendance : quelles réponses collectives pour la protection sociale de demain ?

- Thierry Pech, Directeur général de Terra Nova ;
- Claire Thoury, Présidente du Mouvement associatif ;
- Patrick Brothier, Président d'AÉSIO mutuelle et Vice - président d'Aéma Groupe.

Keynote par Isabelle Autissier, Présidente d'honneur du WWF

Seconde table ronde : L'engagement collectif : la clef de voûte d'une transition environnementale socialement juste ?

- Jérôme Fourquet, Directeur du Département Opinion de l'Ifop ;
- Fanny Arav, Membre du CESE ;
- Jean-Louis Grosse-Delasalle, Président de la Macif, et Vice - président d'Aéma Groupe.

Conclusion : Adrien Couret, Directeur général d'Aéma Groupe

Animation : François Miquet-Marty, Président du Groupe Les Temps Nouveaux



Crédit photos Olivier Rolfe



ÉVÉNEMENT DE L'OBSERVATOIRE DE LA PROTECTION AÉMA GROUPE

*L'avenir de la protection
s'écrit au présent.
Agissons dès maintenant !*

Que retenir ?

Les grands défis sociaux et climatiques qui viennent appeller des réponses d'ampleur et rapides en matière de protection.

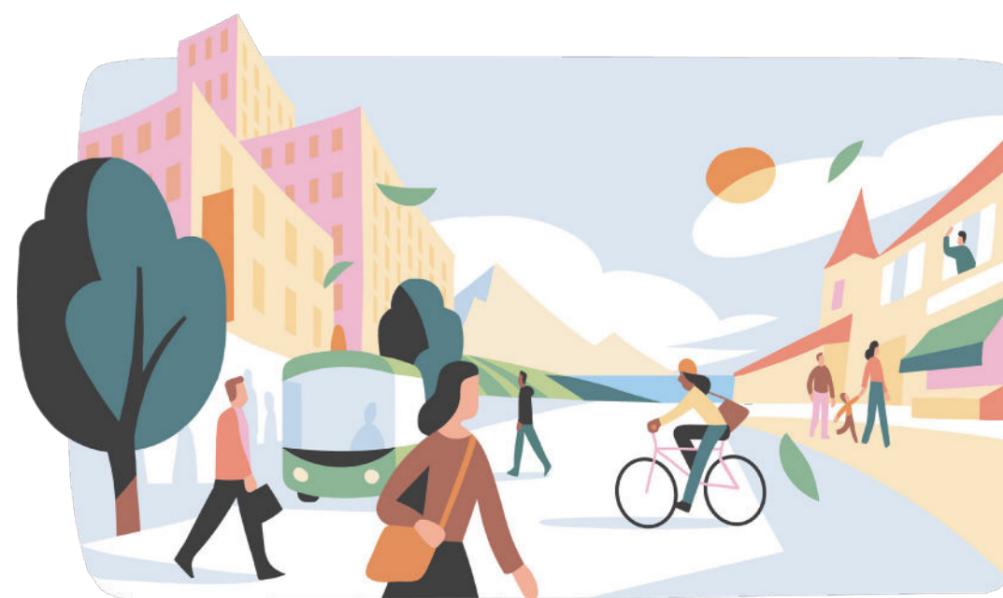
La première Rencontre de L'Observatoire de la Protection Aéma Groupe, qui s'est tenue au Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) le 12 avril 2024, a été un carrefour stratégique exceptionnel pour discuter des enjeux majeurs de la protection de demain. Inaugurée par Pascal Michard, Président d'Aéma Groupe, et Thierry Beudet, Président du CESE, elle a été consacrée aux engagements collectifs face au vieillissement, à la dépendance, à la santé mentale, et au changement climatique.

Cette rencontre a permis de formuler des stratégies concrètes, consacrant ainsi une détermination renouvelée pour répondre aux vulnérabilités actuelles et futures.

En ouverture, Thierry Beudet, Président du CESE a particulièrement souligné la nécessité d'une protection

sociale innovante et proactive, mettant en lumière les efforts récents du CESE pour anticiper les besoins découlant du vieillissement et formuler des mesures de prévention plus efficaces. Pour sa part, Pascal Michard a insisté sur l'importance de l'engagement social et de la collaboration en écosystème pour une transition environnementale juste. Il a mis en avant le rôle de l'éco-anxiété comme catalyseur pour l'action collective et a souligné que le travail en réseau avec divers partenaires, notamment des experts et des organisations non gouvernementales, est crucial pour répondre efficacement aux défis contemporains.

En posant les jalons d'une approche écosystémique, cette ambition vise à forger des alliances entre toutes les parties prenantes, depuis les experts jusqu'aux organisations de la société civile, afin de concevoir et d'appliquer des politiques de protection sociale qui embrassent pleinement le social, l'économique et l'environnemental.



L'édition 2024 du baromètre de l'Observatoire de la Protection Aéma Groupe : un appel à l'action pour renforcer la protection en France.

Le baromètre de l'Observatoire de la Protection Aéma Groupe est un outil de référence mis en place en 2021, qui s'appuie sur un échantillon de 3000 Français, en partenariat avec l'Ifop. Cette initiative permet à Aéma Groupe de sonder efficacement les attentes et les besoins des Français en matière de protection. Cette édition révèle un faible sentiment de protection : les Français s'auto-attribuent en moyenne une note de 5,8 sur 10, indiquant une légère détérioration depuis 2021. L'étude révèle des disparités notables entre les différents groupes socio-économiques et les générations. Les jeunes de 18 à 24 ans expriment un sentiment particulièrement faible de protection, évalué à seulement 5,5 sur 10. Fabienne Gomant, Directrice adjointe du Département « Opinion » de l'Ifop, met en lumière les inquiétudes grandissantes relatives à la dépendance et à la perte d'autonomie, avec un besoin d'accompagnement en hausse significative (+11 points depuis 2022). Ces préoccupations sont exacerbées par un contexte de vieillissement démographique, et malgré une certaine résistance au changement, la nécessité d'une intervention accrue des institutions est plus prégnante que jamais, notamment de la part des assureurs mutualistes qui continuent de gagner la confiance des Français.

La santé mentale demeure une préoccupation majeure pour les jeunes adultes, et s'impose comme la principale source d'appréhension pour les 18-24 ans : 24 % d'entre eux la situent au premier rang de leurs préoccupations.

Parallèlement, le pouvoir d'achat reste la principale préoccupation pour 43 % des Français, un sujet dont l'importance se distingue nettement par rapport aux données recueillies dans les autres pays européens*, soulignant une anxiété distinctement française face à l'inflation et à la sécurité financière.

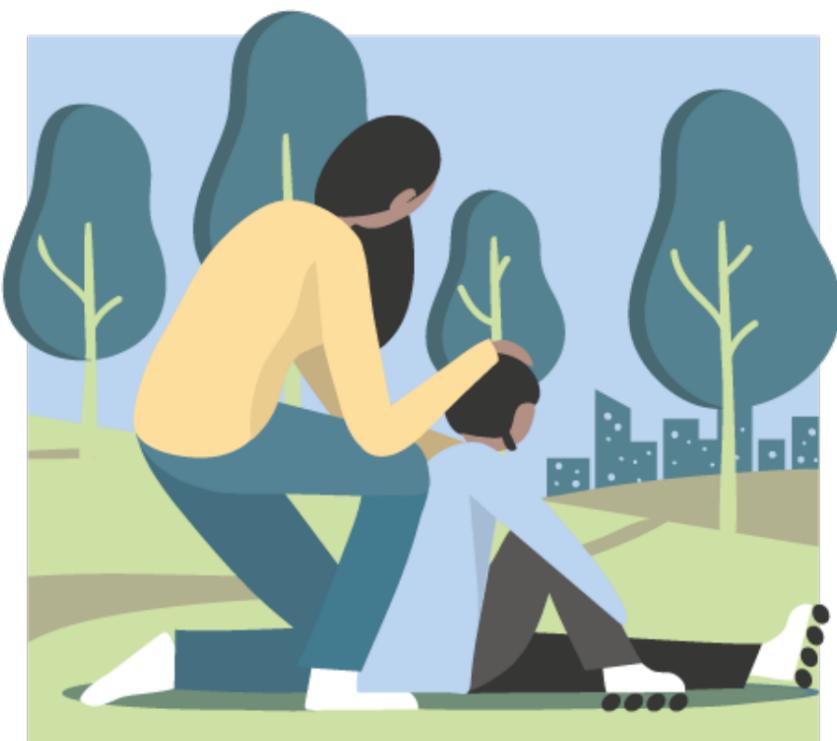
*L'Observatoire de la Protection Aéma Groupe a conduit à fin 2023 une enquête à l'échelle européenne auprès de 5 pays, en partenariat avec l'Ifop sur la thématique de la prévention

L'édition 2024 du baromètre de l'Observatoire de la Protection Aéma Groupe : un appel à l'action pour renforcer la protection en France

Dans ce contexte préoccupant, le baromètre lance un appel urgent à améliorer la protection en France, mettant l'accent sur l'importance d'une éducation préventive dès le plus jeune âge et sur l'amélioration de la prise en charge des jeunes adultes. La mise en œuvre de réformes politiques adaptées et d'innovations sociales est cruciale pour restaurer et renforcer la confiance des citoyens dans leurs protections sociales et économiques. Un intérêt particulier est porté vers les institutions mutualistes qui bénéficient d'un soutien renforcé pour leur modèle solidaire et non lucratif.

Face à la représentation assez floue de la prévention, où 56 % des Français ne s'en font qu'une idée très modérée, la nécessité de renforcer les mesures préventives est évidente. Des programmes éducatifs ciblés devraient être introduits dans les écoles, accompagnés de campagnes de santé publique d'envergure et du soutien à des projets communautaires axés sur la prévention active.

La mise en place d'ateliers interactifs et de séminaires éducatifs se focalisant sur les risques habituels et les stratégies préventives est une stratégie clé. Ces efforts devraient cibler divers groupes démographiques, en particulier les jeunes, parmi lesquels 24 % des 18-24 ans identifient la santé mentale comme leur principale source de préoccupation. En favorisant l'apprentissage de la prévention dès le plus jeune âge et en le poursuivant tout au long de la vie, il est envisageable de préparer la population à affronter les défis de l'existence. Une telle démarche proactive est susceptible de modifier de manière significative la perception de sécurité parmi les Français et de répondre à l'accroissement des besoins d'accompagnement, notamment dans des domaines tels que la dépendance et la perte d'autonomie, pour lesquels l'inquiétude a augmenté de 11 points de pourcentage depuis 2022.



Première table ronde. Santé mentale, vieillissement, dépendance : quelles réponses collectives pour la protection sociale de demain ?

Face aux enjeux croissants du vieillissement, de la dépendance et des défis de la santé mentale, les spécialistes appellent à une refonte urgente des systèmes de protection sociale en France. Avec un vieillissement démographique accéléré et des coûts de santé mentale atteignant des niveaux record, la nécessité des solutions innovantes et des réformes structurelles est plus pressante que jamais. François Miquet Marty, Président du Groupe Les Temps Nouveaux, a mis en lumière la gravité de la dépendance et de la santé mentale. Il a mis en avant des statistiques alarmantes, révélant que 1,5 million de personnes en France sont actuellement confrontées à la dépendance, soulignant ainsi l'importance cruciale de ces discussions.

Claire Thoury, Présidente du Mouvement associatif a défendu l'engagement citoyen comme une réponse cruciale aux multiples crises sociales actuelles. Elle a valorisé spécifiquement le rôle des organisations non lucratives et des associations dans la conception et l'implémentation de solutions durables et collectives face aux défis tels que le vieillissement de la population et la prévalence croissante des troubles mentaux. Pour elle,

« LES ASSOCIATIONS SONT BIEN PLUS QUE DE SIMPLS EXÉCUTANTS DE SERVICES ; ELLES SONT DES ACTEURS DE CHANGEMENT, ENGENDRANT UNE TRANSFORMATION SOCIALE QUI DÉPASSE LA RÉPONSE IMMÉDIATE AUX BESOINS. »

Claire Thoury a insisté sur l'importance d'adopter une approche holistique et systémique qui reconnaisse et intègre les réponses collectives, tout en critiquant les solutions qui se limitent à l'individuel.

« FACE À L'ENVERGURE DES DÉFIS ACTUELS, LES ACTIONS ISOLÉES SONT INSUFFISANTES. NOUS DEVONS PENSER ET AGIR COLLECTIVEMENT »

a-t-elle affirmé. Elle a appelé à une révision des politiques publiques pour qu'elles renforcent le soutien au secteur associatif, soulignant que

« LE VÉRITABLE IMPACT SE MANIFESTE LORSQUE LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES S'ALIGNENT POUR RENFORCER LE TISSU SOCIAL. »

Thierry Pech, Directeur général de Terra Nova, a présenté des réflexions profondes sur la solidarité dans une société qui évolue rapidement. Il a critiqué la manière dont la perte de cohésion sociale et l'engagement citoyen ont été affectés par des structures bureaucratiques qui semblent lointaines et impersonnelles. Il a plaidé pour une revitalisation des solidarités «chaudes», celles qui sont nourries par des actions concrètes et un engagement collectif, arguant que la solidarité ne devrait pas être une affaire froide et bureaucratique, mais une expérience vécue et partagée.

En soulignant l'exigence élevée des Français envers les solidarités, il relève une tradition nationale profonde de solidarité et un besoin impérieux que les politiques publiques répondent de manière adéquate et sensible aux attentes des citoyens.

Il a mis en avant des solutions novatrices pour répondre aux défis du vieillissement et de la dépendance. Parmi ces solutions, il propose l'utilisation des viagers et l'aménagement de logements existants pour augmenter les revenus des seniors, permettant ainsi de répondre à leurs besoins en matière de logement, tout en favorisant l'inclusion et la participation active des aînés dans la société. Ses propositions visent à remodeler les mécanismes de solidarité pour les rendre plus inclusifs et participatifs, renforçant ainsi les liens communautaires et la cohésion sociale dans un contexte de transformation rapide et de défis démographiques. Patrick Brothier, Président d'AÉSIO mutuelle et Vice - président d'Aéma Groupe, a approfondi le débat sur les implications économiques des dépenses publiques en matière de santé. Il a notamment souligné l'urgence de transformer les citoyens en acteurs engagés et responsables, plutôt que de les considérer uniquement comme des consommateurs de solutions de santé.

Insistant sur la nécessité d'une participation active des citoyens, il propose une gestion plus équitable et efficace des ressources de santé publique, en impliquant davantage les personnes dans les décisions qui affectent leur protection.

Patrick Brothier a également souligné les défis liés à la prévention et à l'assurance dépendance, insistant sur l'importance de l'engagement communautaire et de l'innovation technologique dans la conception de solutions adaptées. Il envisage l'utilisation de dispositifs connectés, tels que ceux développés pour la surveillance cardiaque, pour renforcer la prévention des risques de santé. Cette approche de la santé publique vise non seulement à responsabiliser les individus, mais aussi à créer un cadre mutualisé où les solutions de santé sont co-construites avec les citoyens, assurant ainsi une meilleure appropriation des politiques de santé et une réduction des coûts à long terme.

En mettant en avant ces initiatives, le Président d'AÉSIO mutuelle et Vice - président d'Aéma Groupe, fait écho à un besoin croissant de réforme au sein du système de santé, où la responsabilité collective et individuelle converge vers une amélioration tangible des résultats en santé publique. Son approche repose sur la conviction selon laquelle des citoyens bien informés et activement impliqués peuvent jouer un rôle clé dans la transformation des soins de santé, contribuant à la fois à l'efficacité économique et à

la durabilité des systèmes de santé. Les débats ont mis en avant l'importance cruciale de l'engagement civique et de l'exercice actif de la citoyenneté pour élaborer des solutions appropriées face aux défis sociaux. Il a été souligné que pour répondre de manière adaptée au vieillissement démographique et aux coûts grandissants associés à la santé mentale, des financements novateurs et pérennes sont indispensables. Des stratégies ont été proposées, notamment l'augmentation de la prévention, l'adoption de technologies pour une gestion optimisée des ressources, ainsi que des réformes profondes des systèmes de retraite. Pour renforcer cet aspect, il est proposé d'intégrer et de valoriser une dimension proprement citoyenne et démocratique. Cette approche impliquerait de permettre l'émergence d'une voix citoyenne forte, capable de participer activement à l'invention de cadres collectifs et démocratiques. Ces cadres devraient permettre non seulement l'adaptation du système aux besoins changeants, mais aussi la mise en responsabilité des citoyens dans un système fondamentalement collectif, s'inspirant des conventions citoyennes pour une réelle co-construction des politiques.



Intervention d'Isabelle Autissier : comment transformer l'éco-anxiété en moteur d'action collective ?

Isabelle Autissier, pionnière de la navigation en solitaire (première navigatrice à avoir accompli le tour du monde à la voile en solitaire), a abordé la manière dont ses expériences en mer peuvent éclairer sur la gestion de l'incertitude et la réduction de l'écoanxiété, ce sentiment d'angoisse face aux menaces environnementales qui pèsent sur notre planète et notre avenir.

François Miquet Marty a souligné la pertinence de son livre « *Notre avenir s'écrit dans l'océan* » (Editions Bayard, 2021) pour introduire son intervention, qui a exploré les parallèles entre la navigation en haute mer et les défis environnementaux actuels. Elle a partagé la manière dont la confrontation quotidienne avec l'immensité de l'océan et son imprévisibilité lui ont appris à embrasser l'incertitude.

« AU MILIEU DE L'OCÉAN, JE SUIS COMME UNE REPRÉSENTANTE DE CETTE HUMANITÉ »

a-t-elle déclaré, mettant en lumière la fragilité de l'Homme face à la nature. Elle a expliqué que cette prise de conscience peut aider à gérer l'écoanxiété en renforçant notre capacité à vivre avec l'incertain

et à trouver la résilience dans la solidarité et la préparation, plutôt que dans la peur. L'approche d'Isabelle Autissier consiste à « naviguer avec » les éléments plutôt que de lutter contre eux. Elle a suggéré que cette méthode puisse être appliquée pour aborder les défis environnementaux, où la résistance peut souvent s'avérer futile et même contreproductive. En acceptant l'incertitude comme une partie inhérente de notre expérience, nous pouvons développer des stratégies plus adaptatives et moins anxiogènes, face aux changements climatiques et autres crises écologiques.

Elle a également abordé la manière dont la solidarité expérimentée en mer - où les marins dépendent souvent les uns des autres pour leur survie - peut inspirer un effort collectif sur terre pour faire face aux défis environnementaux. Cette interdépendance renforce l'idée selon laquelle collaborer et partager des ressources et des connaissances sont essentiels pour surmonter les grands défis de notre époque.

En conclusion, Isabelle Autissier a invité l'audience à considérer les défis environnementaux comme des océans d'incertitudes navigables, suggérant que l'humilité, la coopération et une préparation rigoureuse aident à réduire l'écoanxiété. Ses réflexions offrent un modèle de résilience et d'adaptation qui peut inspirer la société dans la gestion des incertitudes et la construction d'un avenir plus durable.

Seconde table ronde.

L'engagement collectif : la clef de voûte d'une transition environnementale socialement juste ?

Lors de la seconde table ronde, Jean-Louis Grosse-Delasalle, Président de la Macif et Vice - président d'Aéma Groupe, Fanny Arav, conseillère au CESE, et Jérôme Fourquet, Directeur du département Opinion à l'Ifop, se sont réunis pour aborder les stratégies d'adaptation aux défis climatiques et économiques. Ils ont souligné la complexité des enjeux à venir et l'impératif d'une action conjointe entre assureurs, autorités publiques et citoyens, afin de naviguer sereinement dans un avenir incertain, tant sur le plan climatique qu'économique.

Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion de l'IFOP, a ouvert la seconde table ronde en présentant les résultats de l'enquête européenne de l'Observatoire de la Protection Aéma Groupe. Cette enquête, menée dans 5 pays (l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, le Royaume-Uni, et la Suède), montre que le changement climatique est considéré comme une préoccupation majeure à travers ces nations, cité dans le top trois des préoccupations pour la société par 32 % des Allemands, 36 % des Italiens et 35 % des Britanniques, tandis que 28 % des Français le placent en deuxième position, derrière le pouvoir d'achat. Par ailleurs, les questions de santé, tant physique que mentale, dominent les préoccupations personnelles. La santé physique est le principal souci en France (34 %), en Italie (46 %), en Pologne (46 %) et au Royaume-Uni (33 %), tandis que la santé mentale figure en tête en Allemagne (31 %) et en Suède (30 %).

En matière de prévention, les citoyens européens expriment une forte volonté d'investir particulièrement dans la prévention des risques santé. Cela inclut des consultations médicales régulières et des bilans de santé pour anticiper les problèmes potentiels, des mesures de prévention comme la vaccination, et l'adoption de modes de vie sains pour éviter les maladies chroniques.

En outre, Jérôme Fourquet, a apporté une perspective sur l'évolution des préoccupations des Français, notant un glissement de l'inquiétude du chômage vers le pouvoir d'achat et désormais vers les impacts du changement climatique. Il a observé que malgré une conscience accrue des enjeux climatiques, il existe un clivage dans les réactions des consommateurs : certains renforcent leurs efforts écologiques, tandis que d'autres répondent par une consommation accrue de climatisation et de piscines, illustrant un hiatus entre la prise de conscience et les actions concrètes.

Fanny Arav a apporté un éclairage crucial sur l'urgence et la complexité de l'adaptation de notre système assurantiel. Elle décrit le contexte dans lequel le rapport sur l'assurabilité a été élaboré, soulignant un paysage de risques en pleine mutation et des réponses assurantielles qui peinent à suivre le rythme. Elle note que ces risques, notamment climatiques et numériques, ont été intensifiés durant la pandémie, révélant des vulnérabilités et augmentant l'anxiété sociétale face aux imprévus. Dans son analyse, elle critique l'approche réactive du secteur assurantiel et plaide pour une refonte radicale du modèle, favorisant anticipation et adaptation. Elle propose un nouveau paradigme qui ne se limite pas à la compensation après sinistre mais anticipe les risques et intègre la gestion de crise et la solidarité nationale dans la politique d'assurance. Dans son rapport *Climat, cyber, pandémie : le modèle assurantiel français mis au défi des risques systémiques* (2021), elle articule sa vision autour de trois axes stratégiques : connaître, prévenir et indemniser. Le premier axe, connaître, se concentre sur l'intégration de la gestion des risques dans les formations initiales et continues, préparant ainsi les futurs professionnels à mieux comprendre et anticiper les risques.

L'accent est mis sur le renforcement des compétences en cybersécurité et en gestion des risques climatiques. Le deuxième axe, « prévenir », suggère des investissements dans des initiatives écologiques et dans des constructions adaptées aux nouvelles réalités des zones à risque. Ces investissements visent à réduire les causes premières des sinistres plutôt que de simplement y réagir. Elle propose également des incitations fiscales pour encourager les petites et moyennes entreprises à investir en matière de prévention. Enfin, l'axe de l'indemnisation cherche à redéfinir le partage des charges de sinistralité. Le CESE recommande la création d'une nouvelle branche d'assurance dédiée aux risques cyber, ciblant les besoins spécifiques des petites et moyennes entreprises, et suggère l'augmentation des provisions pour stabiliser financièrement les assureurs et les assurés face à des catastrophes majeures. Ces propositions ambitieuses visent non seulement à renforcer le système assurantiel, mais aussi à inculquer une culture du risque plus mature, en alliant technicité et responsabilité sociale. La France se trouve ainsi à l'avant-garde de la lutte contre l'inassurabilité, avec un plan qui pourrait inspirer d'autres nations confrontées à des défis similaires.

Jean-Louis Grosse-Delasalle, Président de la Macif et Vice - président d'Aéma Groupe, a présenté quatre leviers stratégiques pour faire face aux défis actuels du secteur de l'assurance. Le premier levier porte sur la mutualisation et l'intelligence artificielle. Il valorise la mutualisation, tout en soulevant des préoccupations quant à l'intelligence artificielle, en particulier sa capacité à segmenter de plus en plus finement. Cette segmentation, selon lui, pourrait à terme nuire à la solidarité nécessaire au modèle mutualiste, en privilégiant des réponses individuelles peu viables sur le long terme. En matière d'investissements stratégiques, le deuxième levier, il pointe l'importance des capitaux colossaux gérés par le secteur, en particulier à travers l'assurance vie. Il insiste sur la responsabilité de diriger ces fonds vers des initiatives soutenant des projets écologiques et durables, en soulignant qu'Ofi Invest investit dans des domaines exclus de pratiques non durables, soulignant un engagement de longue date contre le greenwashing. Le troisième levier se concentre sur les innovations techniques en matière de prévention. Il met l'accent sur l'importance d'approcher la mobilité d'une manière qui serve l'intérêt général, citant les navettes collectives en milieu rural comme exemple de solutions qui répondent aux besoins de mobilité, tout en diminuant l'impact écologique. En outre, il mentionne l'utilisation de matériaux bas carbone dans la réparation d'habitats comme partie intégrante de l'effort pour une réparation plus durable et responsable. Enfin, le quatrième levier, la prévention, constitue pour Jean-Louis Grosse-Delasalle une priorité absolue. Il met en avant la nécessité de changer les habitudes et de développer une compréhension du risque et du danger. Il fait une distinction claire entre la « culture du risque », où les dangers sont reconnus et gérés activement, et la « culture du danger », qui implique une conscience des menaces potentielles avant qu'elles ne deviennent des crises. Cette prévention passe par l'éducation, les conférences et une présence sur le terrain pour renforcer cette culture.

Ces discussions ont mis en évidence la multiplicité des défis à relever et l'urgence d'une action coordonnée entre les assureurs, les pouvoirs publics et les citoyens pour naviguer dans un avenir marqué par l'incertitude climatique et économique.





Expertise et innovation : perspectives Aéma Groupe sur les défis du futur

Dans ses mots de clôture, Adrien Couret, Directeur général d'Aéma Groupe, a réaffirmé l'importance cruciale de l'innovation face aux mutations actuelles. Il a mis en lumière la complexité des enjeux systémiques auxquels l'assurance et le mutualisme sont confrontés, nécessitant une concertation de haut niveau pour élaborer des réponses adaptées et inclusives.

Adrien Couret a souligné l'impératif d'innover devant la sévérité des transitions actuelles, mettant en exergue la nécessité de l'innovation démocratique pour déterminer collégalement les voies à suivre.

« FACE À DES CHANGEMENTS ABRUPTS, À LA FOIS COMPLEXES ET SYSTÉMIQUES, NOUS SOMMES APPELÉS À UNE CONCERTATION DE HAUTE INTENSITÉ, ÉLOIGNÉE DE LA PRATIQUE DE NOTRE VIE POLITIQUE ACTUELLE »

a-t-il affirmé, appelant à un dialogue inclusif et efficace associant tous les acteurs impliqués.

La discussion a aussi porté sur la répartition des dépenses, avec 9 milliards d'euros redistribués par Aéma Groupe en 2023, illustrant l'importance des ressources en jeu et la nécessité d'une gestion avisée et tournée vers l'avenir. Il a réprouvé une approche purement consumériste, préconisant une vision où les sociétaires sont perçus non seulement comme des consommateurs, mais comme des acteurs clés dans la définition des réponses aux grands enjeux.

François Miquet-Marty a renforcé ces points en soulignant le potentiel du mutualisme en tant que modèle pour le XXI^e siècle, réaffirmant l'importance de revenir aux principes fondateurs du mutualisme, tels que la solidarité et la progression collective.

« IL EST ESSENTIEL DE RÉGÉNÉRER, DE REDÉCOUVRIR OU DE DÉVELOPPER LES FACETTES CULTURELLES ET DÉMOCRATIQUES QUI PEUVENT FÉDÉRER LE PUBLIC LE PLUS LARGE AUTOUR DE CETTE IDÉE DE MUTUALITÉ »

a-t-il conclu. La rencontre s'est achevée sur une note d'espoir et de mobilisation, invitant les organisations à une réflexion profonde pour s'adapter et répondre proactivement aux besoins d'une société en évolution, tout en renforçant les liens humains et la fraternité via des démarches mutualistes.

À PROPOS DES INTERVENANTES ET INTERVENANTS



Pascal Michard est Président d'Aéma Groupe, groupe mutualiste de protection né du rapprochement entre Macif et AÉSIO mutuelle. Avec l'acquisition d'Abeille Assurances en 2021, suivie de la création d'Ofi Invest en 2022, Aéma Groupe est désormais dans le top 5 des acteurs de l'assurance en France et réalise un chiffre d'affaires de 15,6 milliards d'euros en 2023. Ses plus de 20 000 collaborateurs et 1800 délégués œuvrent au quotidien pour accompagner et protéger plus de 11,7 millions d'assurés. Docteur en médecine, il est également Vice - président d'Euresa, réseau de dix-sept mutuelles et coopératives d'assurance européennes.



Adrien Couret, Directeur général, mène Aéma Groupe avec une vision axée sur l'innovation et l'engagement mutualiste. Son parcours est marqué par des contributions significatives à la transformation et à la stratégie, renforçant la transparence, la proximité client et l'action sociale. Son leadership souligne l'importance de l'alignement des intérêts des assurés et assureurs, reflétant l'engagement mutualiste d'Aéma Groupe.



Thierry Beaudet est Président du CESE. Instituteur de formation, d'abord militant associatif, Thierry Beaudet est élu du mouvement mutualiste au niveau national depuis 2003. Président de la Fédération nationale de la mutualité française de 2016 à 2021, il a fondé et présidé le Groupe VYV de 2017 à juin 2021. Il a présidé la MGEN de 2009 à 2017.



Isabelle Autissier est une navigatrice française. En 1990, elle devient la première femme à accomplir un tour du monde en solitaire et sans escale. Elle a également participé à de nombreuses autres courses et traversées, se distinguant par son engagement, sa détermination et son talent. Elle est également une auteure accomplie, ayant publié plusieurs livres sur ses aventures en mer et sur l'environnement marin. En dehors de la voile, elle s'investit dans des actions pour la protection de l'environnement, notamment en tant que Présidente du WWF France de 2009 à 2015.



Fabienne Gomant est Directrice adjointe du département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop. Elle se spécialise dans l'analyse de l'opinion publique et a une expérience notable dans la conduite d'études qualitatives et quantitatives. Elle travaille principalement avec des médias, des institutions gouvernementales, des entreprises privées, et des collectivités locales pour recueillir et analyser des opinions sur divers sujets.



Patrick Brothier est Président d'AÉSIO mutuelle et Vice - président d'Aéma Groupe. Il occupe également des postes de Vice - président de la Mutualité française, ainsi que de Président de l'UMG AÉSIO.



Claire Thoury est Présidente du Mouvement associatif, un réseau national des associations en France. Elle a également occupé des postes de responsabilité au sein de diverses institutions telles que l'Agence du Service Civique et le Conseil d'Orientation des Politiques de Jeunesse. Claire Thoury est reconnue pour son expertise dans l'engagement des jeunes et a publié des travaux sur ce sujet.



Thierry Pech est Directeur général du think tank Terra Nova depuis 2013, et essayiste. Il s'est également engagé dans des initiatives citoyennes, notamment en co-présidant le comité de gouvernance de la Convention citoyenne pour le climat en 2019, suite au Grand Débat National.



Jean-Louis Grosse-Delasalle est Président de la Macif depuis 2023 et Vice - président d'Aéma Groupe est un entrepreneur spécialisé dans la prévention des risques industriels. Il a fondé Diaxens en 1990, une société de conseil et de formation dans ce domaine. Il est également Président du Conseil de surveillance de Mutavie, administrateur d'Aéma Groupe, d'Ofi Invest, d'Abeille Assurances, d'IMA et d'Apivia Courtage.



Fanny Arav est membre du CESE et co-rapporteuse (avec François-Xavier Brunet) du rapport Climat, cyber, pandémie : le modèle assurantiel français mis au défi des risques climatiques (2022). Economiste et urbaniste, elle s'est spécialisée dans l'économie des transports. Engagée dans l'action syndicale depuis 2007, elle siège actuellement en tant que représentante Unsa au conseil d'administration de SNCF Réseau.



Jérôme Fourquet est Directeur du département Opinion et stratégies d'Entreprise de l'Ifop. Il est également l'auteur de plusieurs ouvrages et articles portant sur les questions politiques, sociales et démographiques en France. Il est reconnu pour son analyse approfondie des tendances et des transformations de la société française, notamment en ce qui concerne les évolutions politiques, les comportements électoraux et les changements démographiques.



l'Observatoire
de la
protection

aéma
G R O U P E

GROUPE
MUTUALISTE
DE PROTECTION



Pour toute question et demande concernant l'Observatoire de la protection Aéma Groupe :
observatoire_de_la_protection_aemagroupe@aemagroupe.fr

Pour retrouver les études de l'Observatoire de la Protection Aéma Groupe :

aemagroupe.fr

AÉMA GROUPE

Société de Groupe d'Assurance Mutuelle (Sgam),
entreprise régie par le code des assurances, dont le siège social se situe
17-21, place Étienne-Pernet - 75015 Paris,
Immatriculée au RCS Paris sous le numéro 493 754 261.



[aema-groupe](https://www.linkedin.com/company/aema-groupe)



[aema-groupe](https://twitter.com/aema-groupe)